



INTERVENTION ACTION RETRAITES DU 3 DECEMBRE 2024

Chers camarades,

Depuis longtemps la situation économique et sociale se dégrade en touchant la grande majorité des travailleurs et des citoyens de notre pays.

Chaque jour s'ajoutent des plans de licenciements, de fermetures d'entreprise, de services publics, touchant l'ensemble des secteurs, augmentant la misère, la précarité et la dépendance du pays aux biens de consommation venant d'entreprises délocalisées afin d'accroître leurs profits sans que celles-ci ne participent au financement de l'Etat.

Les gouvernements qui, depuis plus de 60 ans, se sont succédés à la tête du pays, ont appliqué des politiques capitalistes ultralibérales de financiarisation de l'économie, nous ayant conduit à la situation inquiétante d'aujourd'hui sur laquelle vient se rajouter un environnement International porteur de tous les dangers, que nos dirigeants va-t-en-guerre financent en allouant un budget de 413 milliards d'Euros pour les armées, alors que les même nous expliquent qu'il n'y a pas d'argent pour le social ou le développement industriel et économique du pays.

Poursuivant leur démarche capitaliste, ils veulent nous culpabiliser et nous faire payer les déficits qu'ils ont creusés au mépris de la démocratie la plus élémentaire, appliquant une politique de classe au profit des plus riches, avec des méthodes de plus en plus autoritaires

Le projet de budget initial du pays élaboré par le gouvernement et notamment, le projet de financement de la sécurité sociale pour 2025,

porte une nouvelle cure d'austérité extrême, aggravant les coupes budgétaires dans les dépenses publiques dont :

-4 milliards sur les dépenses de fonctionnement de la sécurité sociale

-1,7 milliards sur les remboursements des frais de santé

-3,6 milliards sur les pensions de retraite en reportant la revalorisation des pensions de janvier à juillet 2025.

Quoiqu'en dise le gouvernement, le patronat, les économistes libéraux et les médias propagandistes, ces orientations politiques non seulement ne répondront pas à solutionner la situation, mais elles ont déjà démontrées toute leur nocivité pour l'avenir du pays, des travailleurs et des citoyens.

Ces mesures sont inacceptables et injustes face aux réalités que vivent les retraités depuis plusieurs années.

Pire, depuis quelques mois ils orchestrent une petite musique visant à accréditer l'idée que les retraités seraient des privilégiés et que le déficit public, de près de 6%, résulterait, notamment, du niveau des pensions de retraite, cette stratégie est mise en œuvre pour opposer les actifs aux retraités.

Nos élites feignant d'ignorer la réalité vécue par 17 millions de retraités ne disent pas :

-Qu'après la revalorisation de 2% du smic au 1 novembre, ce sont 60% des retraités qui vont avoir une pension inférieure au smic

-Que le niveau de retraite médian se situe autour de 1760 Euros/mois

-Que 31% des retraités gagnent moins de 1000Euros/mois, dont 74% sont des femmes.

Que 11% des retraités sont en situation de pauvreté, voire de misère, avec une pension, en moyenne, de 760Euros/mois.

-Que les retraités n'ont plus les moyens de se soigner, en effet 700.000 n'ont plus de complémentaire santé ou de mutuelle,

1,6 million ne se soignent plus ou peu.

La journée de mobilisation unitaire des organisations syndicales de retraités s'inscrit dans un processus plus large où nombre de corporations d'actifs vont se retrouver dans les luttes dans ce mois de décembre, pour les salaires, l'amélioration des conditions de travail et le développement des emplois industriels, des services publics, la redynamisation de tout le secteur de la santé et des hôpitaux ; journées d'action et de mobilisation auxquelles nous appelons l'ensemble des retraités à participer pour défendre nos revendications notamment :

-d'augmentation des pensions au 1 janvier 2025

-Le rattrapage de la baisse du pouvoir d'achat avec, en première mesure, 10% d'augmentation immédiatement.

-Suppression des exonérations de cotisations sociales aux entreprises

Il est de la responsabilité de tous et de chacun d'agir en étant plus nombreux afin que le rapport de force que nous serons en capacité de construire permette de créer les conditions d'avancées sociales et progressistes c'est une nécessité pour la classe ouvrière, les citoyens et le pays.